



# Napoléon et la comptabilité

Le franc germinal

Comment l'Empire a-t-il pu atteindre un tel raffinement, envoyer ses troupes dans l'Europe entière et engager autant de réformes si profondes et utiles à la France, alors que la Révolution avait tout anéanti ?

Rappelons-nous que Louis XVI, destitué le 21 septembre 1792, avait une piètre idée de la gestion des finances et de son État. Sa dernière guerre de soutien aux indépendantistes d'Amérique finit de ruiner le Royaume. La dette absorbait, à elle seule (remboursements et intérêts), 70 % des rentrées fiscales. Le magicien Necker fit financer une partie des besoins de liquidités par des rentes viagères faites sur la tête de 30 jeunes demoiselles de la bonne société genevoise. Des États européens s'impliquèrent également. Hélas, tout a été perdu !

La période suivante, administrée par la Convention (1792-1795), n'a été faite que de troubles. L'Europe royaliste, outrée par le sort fait à Louis XVI, continuait à menacer les frontières de la France. À Toulon, les Anglais et les Espagnols assiégeaient le port. C'est alors qu'un jeune capitaine envoyé en renfort, Napoléon Bonaparte, délivra la ville en décembre 1793.

On passe alors au Directoire (1795-1799). Ce gouvernement débute militairement avec faste, grâce à une deuxième grande victoire de Bonaparte, contre les Autrichiens, lors de la première campagne d'Italie (1796-1797). C'est le vainqueur de Toulon, qui avait été rappelé pour prendre le commandement de cette armée d'Italie qui vainquit avec panache l'Autriche à Castiglione, Arcole et Rivoli. C'est ainsi que les richesses, indemnités, fournitures et nouvelles taxes furent assumées par les vaincus et sauvèrent le Directoire qui voyait affluer des millions. Napoléon institua cet aspect des victoires militaires en doctrine.

L'expédition d'Égypte (1798-1801) aurait dû aboutir aux mêmes résultats. Il en sera toutefois tout autrement : autre pays, autres mœurs ! Le Directoire n'y résistera pas, les dissensions persistant, Napoléon rentre à Paris.

Le Directoire est finalement sabordé par le 18 Brumaire, en 1799. Un Consulat est instauré, Bonaparte le maîtrise rapidement. C'est ainsi que débute son pouvoir personnel qui, avec une fougue exceptionnelle, institue de nombreuses réformes, crée des infrastructures, trouve le blé et la farine manquants, réforme l'administration et instaure une armée au mérite, puis s'institue Empereur.

Le 18 mai 1804, il se proclame Empereur, sous le nom de Napoleon I<sup>er</sup> et s'installe aux Tuileries.

Napoléon nomme aux finances François-Nicolas MOLLIEN, un brillant fonctionnaire de l'Ancien Régime, qui a étudié cinq ans à Londres et qui sera l'infatigable, discret et docile collaborateur. Ensemble, ils créent la Caisse de services, le franc germinal, une comptabilité en partie double, la Banque de France, la Cour des comptes, une perception indépendante de celle des paiements, une Caisse de l'armée « séparée ». Napoléon reçoit tous les jours ses rapports comptables qu'il contrôle avec une dextérité inégalable, rien ne lui échappant.

Cependant, les obstacles restent nombreux. Premièrement, la puissance financière de l'Angleterre, qui alimente abondamment tous les États européens royalistes ligués contre la nouvelle République, réduit ses efforts. Deuxièmement, le blocus qu'il avait lui-même instauré, se retourne contre son économie. En effet, une célèbre famille, les Rothschild, organise des transactions internationales et des billets à ordre entre les royaumes. Cela permet aux sept coalitions de se financer, alors que Napoléon, qui refusait l'emprunt public, dut parfois combler lui-même des trous de trésorerie de l'État.

L'étonnante refonte financière instaurée par Napoléon ne fut finalement qu'une fuite en avant avec un panier percé. Le déficit est évalué, après la première abdication, à 670 millions de francs, soit un an de recettes fiscales.

Le retour de l'Aigle, puis sa chute à Waterloo finirent d'achever la banqueroute puisque les dommages de guerre (que la coalition ne manqua alors pas d'imposer) s'ajoutèrent aux dépenses ordinaires.

Le bilan est de ce fait partagé. Les dettes entraînèrent une importante récession économique sur le plan intérieur, alors que la naissance du crédit public moderne permettait de solder les dus aux coalisés en 1818 déjà.

#### **Quelques chiffres:**

Letizia, mère de Napoléon, jeune veuve, avec sept enfants, subvenait aux besoins de la famille avec des revenus annuels de 1500 livres ou Fr. 1950.- (1780).

Napoléon, à l'École d'artillerie de Brienne (1779) était sans moyen, sa mère ne pouvant y subvenir, il mangeait peu.

Nommé lieutenant d'artillerie à 16 ans (1786), sa première solde était de 800 livres par an, ce qui devenait confortable. Général en chef de l'armée d'Italie en 1796, l'année de son mariage, il gagnait Fr. 48'000.- par an.

La solde du soldat, si versée, s'élevait à Fr. 0.30 par jour en caserne, puis sensiblement plus en campagne. Le paiement en assignat n'avait, hors du territoire, quasi plus de valeur.

Les budgets civils annuels, de 1800 à 1815, s'élevaient entre 500 et 900 millions, jamais respectés. Le poste « Guerre » mentionnait entre 300 et 700 millions, mais l'armée vivant sur les réquisitions, les coûts réels étaient bien plus élevés.

Les budgets annuels des impératrices s'élevaient à Fr 900'000.- pour Joséphine, et 800'000.- pour Marie-Louise.

Les « récompenses » allouées aux proches s'échelonnaient : pour Cambacérès à 450'000.- et jusqu'à Fr. 1'115'000.- pour Berthier, en plus des résidences attribuées, domaines, principautés et châteaux, avec leurs revenus !

#### Ouvrages de référence :

- « Le prix de la gloire », de Pierre Branda, Éd. Fayard
- « Les Grandes Batailles de Napoléon », extraits d'« Historia spécial », Tallandier